

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/204986]

**29 AOUT 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux relations contractuelles
dans le secteur du lait et des produits laitiers**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur, modifié par le Règlement (UE) n° 261/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 portant modification du Règlement 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne les relations contractuelles dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, article 4;

Vu le décret du 27 juin 2013 prévoyant des dispositions diverses en matière d'agriculture, d'horticulture et d'aquaculture, article 8 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 12 avril 2013;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 53.609/2/V, donné le 17 juillet 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le Règlement délégué (UE) n° 880/2012 de la Commission du 28 juin 2012 complétant le Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne la coopération transnationale et les négociations contractuelles des organisations de producteurs dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Considérant qu'il est obligatoire de mettre partiellement en œuvre le Règlement (CE) 1234/2007 modifié par le Règlement (UE) 261/2012 du 14 mars 2012 portant modification du Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne les relations contractuelles dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Objet et définitions

Article 1^{er}. Le présent arrêté exécute partiellement le Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur, modifié par le Règlement (UE) n° 261/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 portant modification du Règlement 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne les relations contractuelles dans le secteur du lait et des produits laitiers.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1° « règlement » : le Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil du 22 octobre 2007 portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur modifié par le Règlement (UE) n° 261/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 portant modification du Règlement 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne les relations contractuelles dans le secteur du lait et des produits laitiers;

2° « les organisations » : les organisations de producteurs, les associations d'organisations de producteurs, et les organisations interprofessionnelles;

3° « le Ministre » : le Ministre de l'Agriculture.

CHAPITRE II. — Reconnaissance des organisations

Art. 3. Le Ministre reconnaît les organisations, qui en font la demande au sens de l'article 126bis ou de l'article 126ter du règlement, dont le siège est situé sur le territoire de la Région wallonne, respectant les conditions déterminées par le règlement et visées à l'article 5.

Art. 4. Le Ministre détermine la procédure de reconnaissance de ces organisations ainsi que les documents à joindre aux demandes de reconnaissance.

Art. 5. § 1^{er}. Le Ministre définit :

1° la condition de reconnaissance des organisations de producteurs établie à l'article 126bis, 1, b), du règlement, et d'autres conditions supplémentaires;

2° des conditions de reconnaissance des associations d'organisations de producteurs supplémentaires à celles déterminées aux articles 126bis, 1. et 2., du règlement;

3° des conditions de reconnaissance des organisations interprofessionnelles supplémentaires à celles déterminées aux articles 123, 4., et 126ter, 1., du règlement.

§ 2. Le Ministre est habilité à compléter la procédure de reconnaissance visée au paragraphe 1^{er} et à ajouter des conditions supplémentaires purement procédurales, requises pour le traitement des demandes de reconnaissance de ces organisations, ainsi que la liste des documents à joindre aux demandes de reconnaissance, dans le respect de la législation européenne.

CHAPITRE III. — Contrôles et sanctions des organisations

Art. 6. Le Ministre détermine les mesures de contrôle du respect des conditions visées à l'article 3 par les organisations.

Le Ministre détermine l'entité administrative compétente pour l'application des contrôles visés à l'alinéa 1^{er}.

Art. 7. § 1^{er}. Le Ministre sanctionne les organisations et associations visées à l'article 3 en cas de non-respect ou d'irrégularités dans la mise en œuvre des mesures prévues par le règlement.

§ 2. Le Ministre retire temporairement ou définitivement une reconnaissance si :

- 1° les conditions de reconnaissance ne sont plus respectées;
- 2° les organisations refusent de fournir, à la demande du service compétent, les renseignements nécessaires ou les pièces justificatives dans les délais;
- 3° l'organisation interprofessionnelle ne respecte pas les dispositions de l'article 126^{ter} du règlement ou tombe dans le champ d'application de l'article 177^{bis}, § 4, du règlement;
- 4° l'organisation interprofessionnelle manque à l'obligation de notification visée à l'article 177^{bis}, § 2, du règlement;
- 5° les contrôles sont freinés ou empêchés par les organisations;
- 6° la Commission européenne remet un avis négatif.

CHAPITRE IV. — *Négociations contractuelles*

Art. 8. En application de l'article 126^{quater}, 2^d, dans des cas dûment justifiés où un agriculteur possède deux unités de productions distinctes dont une est située en dehors du territoire de la Région wallonne, il peut être membre de deux organisations négociant tout contrat de livraison de lait cru en son nom.

CHAPITRE V. — *Relations contractuelles*

Art. 9. Les contrats et offres organisés à l'article 185^{septies} du règlement ne sont pas obligatoires.

Art. 10. Le Ministre détermine l'entité administrative qui reçoit les déclarations des premiers acheteurs de lait cru organisée à l'article 185^{sexies} du règlement.

CHAPITRE VI. — *Service compétent*

Art. 11. Le Ministre désigne les services compétents, chargés notamment de :

- 1° la réception et l'examen des demandes de reconnaissance et des pièces justificatives;
- 2° l'octroi de la reconnaissance;
- 3° la réception des changements dans la composition des organisations des producteurs;
- 4° la réception de la communication des organisations relative au volume de production pour lequel ils négocient;
- 5° la communication et les contacts avec la Commission européenne;
- 6° l'application de suspensions, le retrait de reconnaissance et l'établissement de sanctions.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 12. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 août 2013.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture,
de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

Annexe

Tableau de correspondance	
Règlement 1234/2007	Arrêté du Gouvernement wallon
Article 123, 4.	Article 5, § 3
Article 126 ^{bis} , 1., 2., 4., a) 4., b) 4., c)	Article 4 et 5, § 1 ^{er} Article 5, § 2 Article 3 et 4 Article 6 Article 7
Article 126 ^{ter} , 1. Article 126 ^{ter} , 3, b) 3, c) 3., d)	Article 4 Article 6 Article 7, § 1 ^{er} Article 7, § 2
Article 126 ^{quater} , 2., d)	Article 8
Article 185 ^{septies}	Article 9
Article 185 ^{sexies}	Article 10
Arrêté du Gouvernement wallon	Règlement 1234/2007
Article 1 ^{er}	Pas de correspondance
Article 2	Pas de correspondance : définition
Article 3	Article 126 ^{bis} , 4., a) Article 126 ^{ter} , 3., a) Article 126 ^{bis} , 1. et 126 ^{ter} , 1.
Article 4	Article 126 ^{bis} , 4. a) et 126 ^{ter} , 3, a)
Article 5, § 1 ^{er}	Article 126 ^{bis} , 1., b)

Tableau de correspondance	
Règlement 1234/2007	Arrêté du Gouvernement wallon
Article 5, § 2	Pas de correspondance : habilitation à adopter des conditions supplémentaires
Article 5, § 3	Pas de correspondance : habilitation à adopter des conditions supplémentaires
Article 6	Article 126bis, 4., b) et 126ter, 3, b)
Article 7, § 1 ^{er}	Article 126bis, 4., c) et 126ter, 3, c)
Article 7, § 2	Article 126ter, 3., d)
Article 8	Article 126quater, 2., d)
Article 9	Article 185septies
Article 10	Article 185sexies
Article 11	Pas de correspondance : service compétent
Article 12	Pas de correspondance : exécutoire

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/204986]

**29. AUGUST 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung
über die Vertragsbeziehungen im Sektor Milch und Milcherzeugnisse**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates über eine gemeinsame Organisation der Agrarmärkte und mit Sondervorschriften für bestimmte landwirtschaftliche Erzeugnisse dieses Sektors, abgeändert durch die Verordnung (EU) Nr. 261/2012 des Parlaments und des Rates vom 14. März 2012 zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates im Hinblick auf Vertragsbeziehungen im Sektor Milch und Milcherzeugnisse;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, Artikel 4;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 2013 zur Einführung verschiedener Bestimmungen in den Bereichen Landwirtschaft, Gartenbau und Aquakultur, Artikel 8;

Aufgrund der am 12. April 2013 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 17. Juli 2013 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 53.609/2/V;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 880/2012 der Kommission vom 28. Juni 2012 zur Ergänzung der Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates im Hinblick auf die länderübergreifende Zusammenarbeit und Vertragsverhandlungen von Erzeugerorganisationen im Sektor Milch und Milcherzeugnisse;

In der Erwägung, dass die Teilumsetzung der Richtlinie (EG) Nr. 1234/2007 abgeändert durch die Verordnung (EU) Nr. 261/2012 vom 14. März 2012 zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates im Hinblick auf Vertragsbeziehungen im Sektor Milch und Milcherzeugnisse Pflicht ist;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Gegenstand und Begriffsbestimmungen

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates über eine gemeinsame Organisation der Agrarmärkte und mit Sondervorschriften für bestimmte landwirtschaftliche Erzeugnisse dieses Sektors, abgeändert durch die Verordnung (EU) Nr. 261/2012 des Parlaments und des Rates vom 14. März 2012 zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates im Hinblick auf Vertragsbeziehungen im Sektor Milch und Milcherzeugnisse teilweise ausgeführt.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses und seiner Durchführungserlasse gelten folgende Definitionen:

1^o "Verordnung": die Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates vom 22. Oktober 2007 über eine gemeinsame Organisation der Agrarmärkte und mit Sondervorschriften für bestimmte landwirtschaftliche Erzeugnisse dieses Sektors, abgeändert durch die Verordnung (EU) Nr. 261/2012 des Parlaments und des Rates vom 14. März 2012 zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates im Hinblick auf Vertragsbeziehungen im Sektor Milch und Milcherzeugnisse;

2^o "Organisationen": die Erzeugerorganisationen, die Vereinigungen von Erzeugerorganisationen und die Branchenverbände;

3^o "Minister": der Minister der Landwirtschaft.

KAPITEL II — Anerkennung der Organisationen

Art. 3 - Der Minister erkennt die Organisationen an, die dies im Sinne von Artikel 126bis oder Artikel 126ter der Verordnung beantragen und deren Sitz auf dem Gebiet der wallonischen Region gelegen ist, wenn sie die in der Verordnung festgelegten und in Artikel 5 angeführten Anforderungen erfüllen.

Art. 4 - Der Minister bestimmt das Verfahren für die Anerkennung dieser Organisationen und legt fest, welche Dokumente den entsprechenden Anträgen beizufügen sind.

Art. 5 - § 1. Der Minister:

1° legt die in Artikel 126*bis*, 1, *b*) der Verordnung festgelegte Bedingung der Anerkennung der Erzeugerorganisationen sowie weitere ergänzende Bedingungen fest;

2° legt zusätzlich zu den in Artikel 126*bis*, 1. und 2. der Verordnung angeführten Bedingungen ergänzende Bedingungen der Anerkennung der Vereinigungen von Erzeugerorganisationen fest;

3° legt zusätzlich zu den in den Artikeln 123, 4. und 1236*ter*, 1. der Verordnung angeführten Bedingungen ergänzende Bedingungen der Anerkennung der Branchenverbände fest.

§ 2. Der Minister ist befugt, das in Absatz 1 erwähnte Anerkennungsverfahren zu vervollständigen und rein verfahrenstechnische Bedingungen hinzuzufügen, die für die Behandlung der Anerkennungsanträge dieser Einrichtungen erforderlich sind. Ebenso ist er befugt, die Liste der den Anerkennungsanträgen beizufügenden Dokumente unter Beachtung der europäischen Gesetzgebung zu vervollständigen.

KAPITEL III — Kontrolle und Sanktionen der Organisationen

Art. 6 - Der Minister legt die Maßnahmen zur Kontrolle der Einhaltung der in Artikel 3 angeführten Bedingungen durch die Organisationen fest.

Der Minister bestimmt die für die Anwendung der in Absatz 1 erwähnten Kontrollen zuständige Verwaltungsstelle.

Art. 7 - § 1. Der Minister ahndet die Missachtung oder Regelwidrigkeiten bei der Umsetzung der in der Verordnung angeführten Maßnahmen durch die in Artikel 3 erwähnten Organisationen und Vereinigungen.

§ 2. Der Minister entzieht zeitweilig oder endgültig die Anerkennung, falls:

1° die Voraussetzungen für die Anerkennung nicht mehr erfüllt sind;

2° die Organisationen sich weigern, die erforderlichen Informationen oder Belege nach Anfrage des zuständigen Dienstes fristgerecht einzureichen;

3° der Branchenverband die Bestimmungen von Artikel 126*ter* der Verordnung nicht mehr beachtet, oder er in den Anwendungsbereich von Artikel 177*bis*, § 4 der Verordnung fällt;

4° der Branchenverband der in Artikel 177*bis*, § 2 der Verordnung angeführten Mitteilungspflicht nicht nachkommt;

5° die Organisationen Kontrollen behindern oder verhindern;

6° die Europäische Kommission ein ungünstiges Gutachten abgibt.

KAPITEL IV — Vertragsverhandlungen

Art. 8 - In Anwendung von Artikel 126*quater*, 2d und in den ausreichend begründeten Fällen, in denen ein Landwirt über zwei getrennte Produktionseinheiten verfügt, von denen sich eine außerhalb des Gebiets der wallonischen Region befindet, darf er Mitglied von zwei Organisationen sein, die in seinem Namen Verträge über die Lieferung von Rohmilch aushandeln.

KAPITEL V — Vertragsbeziehungen

Art. 9 - Die in Artikel 185*septies* geregelten Verträge und Angebote sind nicht obligatorisch.

Art. 10 - Der Minister legt fest, welcher Verwaltungseinheit die Erklärungen der Ersteinkäufer von Rohmilch nach Artikel 185*sexies* der Verordnung zu übermitteln sind.

KAPITEL VI — Zuständige Dienststelle

Art. 11 - Der Minister bezeichnet die zuständigen Dienststellen, die insbesondere folgende Aufgaben wahrnehmen:

1° Entgegennahme und Prüfung der Anträge auf Anerkennung und der Belege;

2° Gewährung der Anerkennung;

3° Entgegennahme der Änderungen in der Zusammensetzung der Erzeugerorganisationen;

4° Entgegennahme der Mitteilung der Organisationen bezüglich der Produktionsmenge, für die sie verhandeln;

5° die Kommunikation und die Kontakte mit der Europäischen Kommission;

6° Anwendung von Aussetzungen, Entzug von Anerkennungen und Festlegung von Sanktionen.

KAPITEL VII — Schlussbestimmungen

Art. 12 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. August 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

Anlage

Entsprechungstabelle	
Verordnung 1234/2007	Erlass der Wallonischen Regierung
Artikel 123, 4.	Artikel 5, § 3.
Artikel 126 <i>bis</i> , 1., 2., 4., a) 4, b) 4., c)	Artikel 4 und 5, § 1 Artikel 5, § 2. Artikel 3 und 4 Artikel 6 Artikel 7

Entsprechungstabelle	
Verordnung 1234/2007	Erlass der Wallonischen Regierung
Artikel 126ter, 1. Artikel 126ter, 3, b) 3, c) 3., d)	Artikel 4 Artikel 6 Artikel 7, § 1. Artikel 7, § 2.
Artikel 126quater, 2., d)	Artikel 8
Artikel 185septies	Artikel 9
Artikel 185sexies	Artikel 10
Erlass der Wallonischen Regierung	Verordnung 1234/2007
Artikel 1	Keine Entsprechung
Artikel 2	Keine Entsprechung: Definition
Artikel 3	Artikel 126bis, 4., a) Artikel 126ter, 3., a) Artikel 126bis, 1. und 126ter, 1.
Artikel 4	Artikel 126bis, 4. a) und 126ter, 3, a)
Artikel 5, § 1	Artikel 126bis, 1., b)
Artikel 5, § 2	Keine Entsprechung: Ermächtigung, zusätzliche Bedingungen zu verabschieden
Artikel 5, § 3	Keine Entsprechung: Ermächtigung, zusätzliche Bedingungen zu verabschieden
Artikel 6	Artikel 126bis, 4., b) und 126ter, 3, b)
Artikel 7, § 1	Artikel 126bis, 4., c) und 126ter, 3, c)
Artikel 7, § 2	Artikel 126ter, 3., d)
Artikel 8	Artikel 126quater, 2., d)
Artikel 9	Artikel 185septies
Artikel 10	Artikel 185sexies
Artikel 11	Keine Entsprechung: Zuständige Dienststelle
Artikel 12	Keine Entsprechung: Vollstreckung

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/204986]

**29 AUGUSTUS 2013. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de contractuele betrekkingen in de sector melk en zuivelproducten**

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad houdende een gemeenschappelijke ordening van de landbouwmarkten en specifieke bepalingen voor een aantal landbouwproducten, gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 261/2012 van het Europees Parlement en van de Raad van 14 maart 2012 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad, wat de contractuele betrekkingen in de sector melk en zuivelproducten betreft;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw-, en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het decreet van 27 juni 2013 houdende verschillende bepalingen inzake landbouw, tuinbouw en aquacultuur, artikel 8;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale Overheid op 12 april 2013;

Gelet op advies nr. 53.609/2/V van de Raad van State, gegeven op 17 juli 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op gedelegeerde Verordening (EU) nr. 880/2012 van de Commissie van 28 juni 2012 ter aanvulling van Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad wat de grensoverschrijdende samenwerking en de contractuele onderhandelingen van producentenorganisaties in de sector melk en zuivelproducten betreft;

Overwegende dat het verplicht is Verordening (EG) nr. 1234/2007, gewijzigd bij Verordening nr. 261/2012 van 14 maart 2012 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad, wat de contractuele betrekkingen in de sector melk en zuivelproducten betreft, gedeeltelijk uit te voeren;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Doel en begripsomschrijving*

Artikel 1. Bij dit besluit wordt Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad houdende een gemeenschappelijke ordening van de landbouwmarkten en specifieke bepalingen voor een aantal landbouwproducten, gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 261/2012 van het Europees Parlement en van de Raad van 14 maart 2012 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad, wat de contractuele betrekkingen in de sector melk en zuivelproducten betreft, gedeeltelijk uitgevoerd.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit en van zijn uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder :

1° "Verordening": Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad van 22 oktober 2007 houdende een gemeenschappelijke ordening van de landbouwmarkten en specifieke bepalingen voor een aantal landbouwproducten, gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 261/2012 van het Europees Parlement en van de Raad van 14 maart 2012 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad, wat de contractuele betrekkingen in de sector melk en zuivelproducten betreft;

2° "de organisaties": de organisaties van producenten, de verenigingen van organisaties van producenten en de interprofessionele organisaties;

3° "de Minister": de Minister van Landbouw.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning van de organisaties*

Art. 3. De Minister erkent de organisaties die erom verzoeken in de zin van artikel 126*bis* of 126*ter* van de Verordening, waarvan de zetel op het grondgebied van het Waalse Gewest is gevestigd en die de voorwaarden bepaald bij die Verordening en bedoeld in artikel 5 naleven.

Art. 4. De Minister bepaalt de erkenningsprocedure voor die organisaties alsmede de documenten die bij de erkenningsaanvragen gevoegd moeten worden.

Art. 5. § 1. De Minister bepaalt :

1° de erkenningsvoorwaarde voor de organisaties van producenten die bepaald is in artikel 126*bis*, 1, b) van de Verordening en andere bijkomende voorwaarden;

2° erkenningsvoorwaarden voor de verenigingen van organisaties van producenten ter aanvulling van die bedoeld in de artikelen 126*bis*, 1. en 2., van de Verordening;

3° erkenningsvoorwaarden voor de interprofessionele organisaties ter aanvulling van die bedoeld in de artikelen 123, 4. en 126*ter*, 1., van de Verordening.

§ 2. De Minister wordt ertoe gemachtigd om met inachtneming van de Europese wetgeving de in § 1 bedoelde erkenningsprocedure aan te vullen en om zuiver procedurele bijkomende voorwaarden toe te voegen, die vereist worden voor de behandeling van de erkenningsaanvragen van die organisaties alsmede de lijst van de documenten die bij de erkenningsaanvragen te voegen zijn.

HOOFDSTUK III. — *Controles en sancties van de organisaties*

Art. 6. De Minister bepaalt de maatregelen voor de controle op de naleving van de in artikel 3 bedoelde voorwaarden door de organisaties.

De Minister bepaalt de administratieve entiteit die bevoegd is voor de toepassing van de in het eerste lid bedoelde controles.

Art. 7. § 1. De Minister bestraft de in artikel 3 bedoelde organisaties en verenigingen in geval van niet-naleving of onregelmatigheden in de uitvoering van de in de Verordening bepaalde maatregelen.

§ 2. De Minister trekt een erkenning tijdelijk of definitief in als :

1° niet meer wordt voldaan aan de erkenningsvoorwaarden;

2° de organisaties op verzoek van de bevoegde diensten weigeren de nodige documenten of de bewijsstukken binnen de voorgeschreven termijnen te verstrekken;

3° de interprofessionele organisatie de bepalingen van artikel 126*ter* van de Verordening niet naleeft of onder het toepassingsgebied van artikel 177*bis*, § 4, van de Verordening valt;

4° de interprofessionele organisatie niet voldoet aan de in artikel 177*bis*, § 2, van de Verordening bedoelde kennisgevingsverplichting;

5° de controles door de organisaties afgeremd of belet worden;

6° de Europese Commissie een negatief advies uitbrengt.

HOOFDSTUK IV. — *Contractuele onderhandelingen*

Art. 8. Overeenkomstig artikel 126*quater*, 2d, en in naar behoren gerechtvaardigde gevallen waarin een landbouwer twee verschillende productie-eenheden heeft waarvan één zich buiten het grondgebied van het Waalse Gewest bevindt, kan die landbouwer lid zijn van twee organisaties die in zijn naam over elk contract voor de levering van rauwe melk onderhandelen.

HOOFDSTUK V. — *Contractuele betrekkingen*

Art. 9. De contracten en offertes bepaald in artikel 185*septies* van de Verordening zijn niet verplicht.

Art. 10. De Minister bepaalt de administratieve entiteit waarbij de aangiften van de eerste kopers van rauwe melk bedoeld in artikel 185*sexies* van de Verordening worden ingediend.

HOOFDSTUK VI. — *Bevoegde dienst*

Art. 11. De Minister wijst de bevoegde diensten aan die met name belast zijn met :

- 1° de ontvangst en het onderzoek van de erkenningsaanvragen en van de bewijsstukken;
- 2° de verlening van de erkenning;
- 3° de ontvangst van de veranderingen in de samenstelling van de organisaties van de producenten;
- 4° de ontvangst van de communicatie van de organisaties betreffende het productievolume waarvoor ze onderhandelen;
- 5° de communicatie en de contacten met de Europese Commissie;
- 6° de toepassing van schorsingen, de intrekking van de erkenning en de bepaling van straffen.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 12. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 augustus 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

BIJLAGE

Concordantietabel	
Verordening 1234/2007	Besluit van de Waalse Regering
Artikel 123,4.	Artikel 5, § 3
Artikel 126 <i>bis</i> , 1., 2., 4., a) 4., b) 4., c)	Artikelen 4 en 5, § 1 Artikel 5, § 2 Artikelen 3 en 4 Artikel 6 Artikel 7
Artikel 126 <i>ter</i> , 1. Artikel 126 <i>ter</i> , 3., b) 3., c) 3., d)	Artikel 4 Artikel 6 Artikel 7, § 1 Artikel 7, § 2
Artikel 126 <i>quater</i> , 2., d)	Artikel 8
Artikel 185 <i>septies</i>	Artikel 9
Artikel 185 <i>sexies</i>	Artikel 10
Besluit van de Waalse Regering	Verordening 1234/2007
Artikel 1	Geen concordantie
Artikel 2	Geen concordantie : definitie
Artikel 3	Artikel 126 <i>bis</i> , 4., a) Artikel 126 <i>ter</i> , 3., a) Artikel 126 <i>bis</i> , 1. en 126 <i>ter</i> , 1.
Artikel 4	Artikel 126 <i>bis</i> , 4. a) en 126 <i>ter</i> , 3. a)
Artikel 5, § 1	Artikel 126 <i>bis</i> , 1., b)
Artikel 5, § 2	Geen concordantie : machtiging om bijkomende voorwaarden goed te keuren
Artikel 5, § 3	Geen concordantie : machtiging om bijkomende voorwaarden goed te keuren
Artikel 6	Artikel 126 <i>bis</i> , 4., b) en 126 <i>ter</i> , 3°, b)
Artikel 7, § 1	Artikel 126 <i>bis</i> , 4., c) en 126 <i>ter</i> , 3. c)
Artikel 7, § 2	Artikel 126 <i>ter</i> , 3., d)
Artikel 8	Artikel 126 <i>quater</i> , 2., d)
Artikel 9	Artikel 185 <i>septies</i>
Artikel 10	Artikel 185 <i>sexies</i>
Artikel 11	Geen concordantie : Bevoegde dienst
Artikel 12	Geen concordantie : uitvoerbaar